

THOMAS COUËT

Le bois, voilà l'ennemi !



BeQ

Thomas Couët

Le bois, voilà l'ennemi !

extrait de

La Revue Franco-Américaine

La Bibliothèque électronique du Québec

Collection *Littérature québécoise*

Volume 232 : version 1.0

Né à Québec, le 11 avril 1861, d'Adolphe Couët et de Stéphanie Bochet, Thomas Couët fit ses études à Québec ; entra chez les Dominicains à Belmonte en Espagne en 1881 et y prononça ses vœux en 1882 ; fut ordonné à Corbara en Corse par Mgr de la Foata, le 3 octobre 1886.

Assigné à Lewiston, Ottawa, Saint-Hyacinthe, Montréal et Québec. Mort par noyade au lac Kénogami, le 16 septembre 1931. Inhumé à Québec dans le cimetière des sœurs Dominicaines de l'Enfant Jésus dont il a été l'aumônier et le conseiller, avant d'écrire la biographie de mère Marie de la Charité.

Appartenant à l'aile traditionaliste et nationaliste du clergé canadien-français, il fut l'un des représentants du clérico-nationalisme. Défenseur des droits et des valeurs des canadiens-français, il fut également l'un des principaux représentants de l'antimaçonnisme au Québec. Il critique l'industrie du bois pour valoriser l'agriculture, plus favorable aux idéaux

catholiques de l'époque qui prônent la cohésion de la famille et de la patrie. (Wikipedia)

Le bois, voilà l'ennemi !

Édition de référence :

Société de la Revue Franco-Américaine, 1909.

Étude d'Économie Sociale et Politique.

De hautes et superbes futaies garnissent encore une grande partie de nos vallées et de nos montagnes. Elles recouvrent un sol riche et fertile, et tout à fait propre à la culture. On se demande s'il ne serait pas mieux de les faire disparaître le plus tôt possible pour faire place à de nombreuses et actives populations.

Mais ces belles futaies représentent une valeur commerciale qui a mis en appétit la convoitise du spéculateur, déjà riche de capital, plus riche encore en audace et en influence. De là est né un conflit entre deux intérêts dont l'un est cher à notre peuple, et l'autre favorise la cupidité de certains individus. Dans la lutte qui s'en est suivie, le colon n'a pas toujours eu gain de cause. Tant s'en faut ! Alors il n'est pas étonnant que l'on ait enveloppé dans une même condamnation : et le bois et le *lumberman*, et les lois et les ministres, qui tous ensemble s'opposent

à la libre pénétration du bois par le colon.

De là aussi le retour périodique de ce problème de la colonisation qui se pose sans cesse, et qui ne trouve jamais de solution.

La discussion bat son plein encore une fois. Sera-t-on plus heureux cette fois-ci ?

Mais pourquoi le problème n'est-il pas résolu ? Est-il bien posé d'abord ? Ne donne-t-on pas à la colonisation proprement dite une importance excessive, surtout maintenant que l'agriculture est en train de renouveler ses méthodes ? A-t-on bien compris également le rôle et la situation du marchand de bois ?

Je ne sais si je me trompe, mais, il me semble qu'il y a un peu de Don Quichotisme dans tout ce mouvement soi-disant national et patriotique. Il est évident que nous souffrons quelque part, le bât nous blesse, mais où exactement ? et de quelle manière ? et comment trouver et appliquer le remède ? Voilà ce qu'on ne paraît pas comprendre.

C'est tout à fait regrettable. Car, pendant que l'attention est attirée de ce côté, et que beaucoup d'efforts sont dépensés en pure perte, on ne s'occupe pas, ou à peu près pas, d'une autre question bien autrement vitale, bien plus immédiatement nécessaire, et de laquelle dépend le succès de la colonisation elle-même : celle de notre agriculture qui végète et languit dans l'ignorance et la routine.

Que l'on daigne détourner un instant les yeux de la forêt pour regarder la terre, et on découvrira plus vite et plus sûrement la cause du mal.

Qu'on nous permette d'exposer ici quelques observations que nous avons eu occasion de faire dans nos courses apostoliques. Nous ferons cela avec toute la sincérité et le désintéressement dont nous sommes capable.

Nous ne nous faisons pas illusion au point de croire que nous dirons le dernier mot sur la question, mais nous osons espérer que ces expériences apporteront leur petite part de lumière à la solution de ce grand problème.

I

Population et défrichement

Le bois, voilà l'ennemi ! nous disent les apôtres de la colonisation, et tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre nationalité. Parmi eux se trouvent les personnages les plus considérables, qui ne sont mus par aucun intérêt direct ou personnel, mais uniquement préoccupés d'un désir très vif et très intense de trouver une solution aux difficultés qui entravent notre vie nationale dans son développement et son activité. Ils poussent à l'envahissement de la forêt. Il faut que les arbres disparaissent, que des paroisses nouvelles surgissent, sinon nous sommes condamnés à une perpétuelle infériorité.

Il y aurait donc un lien très intime et très étroit entre notre expansion et le défrichement, et ces deux choses ne seraient que les termes d'un seul

et même problème.

Est-ce bien vrai ?

C'est un peu exagéré, même beaucoup, car nous trouvons que dans les limites des champs actuellement en culture, il y a de l'espace pour le surplus de notre population d'ici vingt-cinq ans.

Et cet espace, c'est le cultivateur qui le possède.

Il est étrange que l'on n'ait pas encore songé à lui demander, à lui, la solution de ce problème national, car il a de la terre, et tellement, que s'il le voulait, il pourrait en céder à tous ceux qui en demandent.

Nous ne lui en faisons pas un crime, il ne l'a pas volée ; nous ne voulons pas la lui enlever, ni même en soustraire la moindre parcelle, mais nous trouvons qu'il est bien vaste le champ de cent acres qui forme d'ordinaire le domaine du cultivateur canadien. N'est-ce pas beaucoup pour un seul homme ? Comparativement aux autres pays, c'est énorme. En France, en Belgique, en Hollande, en Allemagne, partout, sauf en

Amérique, il est bien rare que le petit propriétaire terrien possède plus de dix à vingt acres. Et sur ce petit lopin de terre, il vit, sa famille vit, il ne s'enrichit peut-être pas beaucoup lui-même, mais il enrichit son pays de ses épargnes. Ne sait-on pas que le paysan français est devenu le banquier de l'Europe ? Aussi l'étranger qui arrive chez nous, et voit ces immenses domaines, la propriété d'un seul, n'est pas loin de penser que celui-ci est un grand seigneur. Comme il se trompe, cependant ! Lui, l'étranger, vit sur un petit coin de terre, et notre grand seigneur, souvent, meurt de faim sur ses cent acres.

C'est beaucoup également pour le soin qu'il peut en prendre et le travail qu'il peut y faire. C'est trop même, car il est reconnu que la terre en Canada est cultivée d'une façon bien superficielle. Le cultivateur canadien peut posséder parfois un beau domaine, ses champs se couvrent de moissons, et nourrissent de nombreux troupeaux, mais cette terre ne garde-t-elle pas le meilleur de ses richesses parce qu'on ne sait pas les lui arracher ?

Bêchez, bêchez, remuez la terre, c'est le fond qui manque le moins, disait le bon Lafontaine. C'est aussi ce qu'il faudrait dire à notre laboureur qui perd son temps à parcourir de grands espaces, et tracer le même sillon que ses ancêtres.

Ce n'est pas tout à fait sa faute. C'est la force de l'habitude, comme c'est aussi une part de l'héritage qu'il a reçu de ses pères. Les premiers colons qui vinrent ici, opéraient au hasard, cultivant n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment, préoccupés uniquement de vivre. L'énorme étendue du sol les invitait à ce genre de culture, ou mieux cette absence de méthode. Il pourrait en être autrement aujourd'hui que l'agriculture est devenue une science, comme le droit, la médecine, et une science pratique, qui permet de réussir et de vivre sur une étendue de terrain beaucoup plus restreinte.

C'est donc un aspect nouveau de ce problème qui se pose depuis si longtemps. Qui sait s'il n'y aurait pas là le germe ou le principe d'une solution ? Du reste, il est probable qu'il s'imposera forcément à la considération de nos

économistes et de nos législateurs avant longtemps.

La division du travail s'impose de plus en plus à toutes les classes et tous les états ; on marche vers la spécialisation la plus exclusive. De même que l'ancien ouvrier de nos campagnes ne peut plus être un charpentier, un menuisier, ou un ébéniste à quelques heures d'intervalle, de même le cultivateur ne pourra peut-être continuer longtemps la culture des choux et des carottes, prendre soin des prairies et pâturages, produire du beurre et du miel, et se faire en même temps l'orgueilleux éleveur de superbes animaux de race.

Alors sans se gêner, mais en se tassant un peu, tout en faisant un labeur moins pénible, on ferait de la place pour les autres, les frères et les amis, et là où ne se dresse qu'un seul foyer, on installerait deux ou trois familles canadiennes-françaises.

On a beaucoup parlé des canadiens émigrés aux États-Unis, et on attribue leur départ aux hostilités dont nous parlions tout à l'heure. C'est

une solution un peu facile et un peu expéditive d'un problème autrement complexe, et dans lequel la Providence pourrait bien avoir quelque chose à dire.

Ne nous laissons pas prendre aux apparences. Ce n'est pas la terre qui a manqué à ces braves gens. Interrogeons-les – nous les connaissons bien pour avoir vécu longtemps près d'eux. – La plupart étaient propriétaires de belles fermes qu'ils tenaient de leurs parents ; ils y ont vécu. Beaucoup ne devaient rien à personne ; la libre et entière jouissance ne leur en était nullement contestée. Et cependant, ils sont partis ! Pourquoi ? À peu près tous vous diraient : « Mais nous ne pouvions plus vivre à la campagne, la terre ne payait pas. »

Il en est de même pour beaucoup d'anciens colons qui habitaient jadis un coin de la forêt en libre possession et libre jouissance ; ils pouvaient le défricher à leur aise, sans être molestés par qui que ce soit. Cependant ils ont vendu leur lot, les uns pour venir en ville, les autres pour aller aux

États-Unis. À eux non plus, la terre ne manquait pas.

II

Marchand de bois et chemins de fer

Mais le grand coupable c'est le marchand de bois. C'est lui, la bête noire, et l'on n'a pas assez de malédiction pour l'accabler. Loin de nous la pensée de le défendre, ni d'atténuer en quoi que ce soit le mal qu'il a pu nous faire. Il a été longtemps, comme il est encore, du reste, un obstacle à notre extension dans certaines parties de la Province. En outre, il s'est enrichi de nos dépouilles. Il s'est taillé un domaine superbe dans nos forêts immenses qu'il a exploitées à son profit, et quand il a cru voir un ennemi de sa fortune personnelle dans le colon qui demandait de la terre, il s'est défendu contre lui, parfois jusqu'à l'injustice.

Tout cela s'est fait de connivence avec le pouvoir qui l'a favorisé par son incurie, son

ignorance, peut-être sa complicité plus ou moins directe, grâce à un système de lois des plus incohérentes et des instructions contradictoires données aux agents des terres. Alors, c'est un pillard, un voleur ? Peut-être ! Nous ne sommes pas prêt à nous inscrire en faux contre cette assertion. Donc, que l'on crie : « Au voleur, au pillard ! » et l'on fera très bien.

Mais il ne suffit pas de crier au malfaiteur, et surtout pareille accusation serait mal venue sur les lèvres d'un entrepreneur malchanceux. Et... c'est peut-être notre cas.

Le marchand de bois a joué un rôle important dans notre vie économique durant le 19^e siècle ; il a été l'un des facteurs les plus considérables et des plus influents de notre destinée. Des circonstances souvent malheureuses pour nous, mais incontrôlables, l'ont singulièrement favorisé. Il faut en tenir compte, car pendant ce temps-là, il rendait service à notre nationalité. N'est-ce pas lui, dites, si vous l'aimez mieux, sa cupidité, qui a créé l'industrie forestière, de laquelle tant de nos familles canadiennes ont tiré

leur subsistance depuis près de cent ans ?

On se rappelle la dépression qui sévissait dans notre pays au commencement du siècle dernier. La terre manquait sur les bords du St-Laurent, les deux rives étaient occupées sur plusieurs milles de profondeur, et l'on n'osait pas s'aventurer plus avant.

Le marchand de bois parut alors, et l'on sait avec quel empressement les jeunes gens partirent pour les chantiers et se précipitèrent à l'assaut des pins séculaires.

Ils s'éprirent facilement de ce genre de vie. Il avait en effet bien des charmes pour cette jeunesse ardente et vigoureuse. Elle y trouvait une indépendance et une liberté relatives, surtout de gais compagnons et la vie au grand air. Dans cette atmosphère si saine de la grande forêt aux essences résineuses, sous le ciel si pur et si brillant de nos hivers canadiens, tout en maniant la hache du bûcheron ils puisaient des forces nouvelles, et leur sang si énergiquement fouetté emmagasinait des réserves de vigueur et de santé pour l'avenir.

Le soir les ramenait au campement, et après un repas pris en commun, les bonnes histoires et les chansons gaies et patriotiques les préparaient à une nuit qui n'étaient jamais sans sommeil. Le dimanche, la récitation du chapelet ou le chant d'un pieux cantique leur rappelait le clocher natal où l'on entend la messe, et où l'on prie pour les absents.

Le printemps venu, le ruisseau gonflé par la fonte des neiges s'emparait des billots énormes déposés sur ses rives et les entraînait dans le courant rapide. Le bûcheron partait à la suite, une longue perche ferrée à la main, les poussant devant lui, et les suivant jusqu'à la scierie mécanique qui en faisait des poutres et des planches. D'autres pièces confiées au courant du fleuve, descendaient jusqu'à Québec, toujours escortées du même bûcheron qui ne les quittait qu'après les avoir chargées sur les bateaux qui les transportaient au-delà de l'océan.

Cette activité commencée sur les bords de l'Ottawa s'est propagée le long du St-Laurent

jusqu'au mystérieux Saguenay.

Il est alors arrivé ceci : c'est que nos jeunes gens, initiés à cette vie, ont fini par l'aimer, puis une fois établis, ils ont continué à demander à la forêt et au chantier le pain de chaque jour, pour leur famille qui l'aurait en vain cherché ailleurs. C'est encore ce commerce de bois qui, à lui seul, n'a cessé d'alimenter l'activité du port de Québec, durant plus de soixante-quinze ans. N'eût été l'industrie forestière, bien sûr un plus grand nombre des nôtres aurait cherché fortune aux États-Unis.

Mais, me direz-vous, c'est précisément ce régime que nous combattons, c'est lui qui a été la pierre d'achoppement de la colonisation. Mais, c'est en quoi vous vous trompez ! Lisez ce qui va suivre, et vous verrez alors pourquoi il ne pouvait en être autrement, et comment le marchand de bois n'a été qu'un obstacle temporaire.

Vers 1845, quelques colons s'aventurèrent dans l'immense forêt des « Bois Francs », qui s'étendait depuis les confins des vieilles paroisses jusqu'aux frontières du Maine. Ils s'arrêtèrent

dans un endroit appelé Somerset, et là sur de jolis coteaux, ils abattirent les premiers arbres pour y bâtir leur cabane. On ne restait pas inactif dans la jeune colonie ; au contraire, on bûchait ferme, mais tout n'était pas rose. Pour arriver jusque là, il avait fallu franchir de longues distances dans la forêt épaisse, la hache à la main, ou traverser des savanes boueuses dans lesquelles on enfonçait profondément, car aucun chemin n'avait été tracé. Tout se transportait à dos d'homme : provisions et instruments de travail comme, un peu plus tard, les denrées que l'on voulait vendre. La petite colonie ne prospérait guère, malgré l'accroissement de la population, la construction d'un chemin rudimentaire, et la présence de quelques marchands. Non seulement elle ne prospérait pas, mais elle végétait, pour ne pas dire qu'elle dépérissait.

Or voilà qu'un jour – il fallut attendre quinze ans – on apprend que la forêt s'ouvre du nord au sud, des rails d'acier se posent sur le sol découvert et fraîchement remué, et bientôt la locomotive du Grand Tronc apparaît aux yeux de tous, apportant avec elle une activité

prodigieusement féconde. Dix ans plus tard ; vingt-cinq paroisses s'échelonnaient le long du chemin de fer ; car le chemin de fer, comme le fleuve, c'est la grande route ouverte à tous, permettant au trafic de passer, apportant et emportant les denrées qui font vivre le commerce et assurent la subsistance du cultivateur.

Le marchand de bois était vaincu !

Le même fait se reproduira un peu plus tard. Les Cantons de l'Est se peuplèrent très vite, mais là encore la terre vint à manquer et l'émigration reçut un fort contingent de ces florissantes paroisses. Cependant on était à moins de vingt milles de la forêt, le commerce de bois y était prospère. Il le fut jusqu'au jour, où le Québec Central à l'est, et à l'ouest, le Drummond, depuis, l'Intercolonial, ouvrirent de nouvelles trouées dans ces bois impénétrables au colon, et nous avons eu encore une fois le spectacle réjouissant et suggestif du chemin de fer qui remporte une nouvelle victoire. Qui ne se rappelle les quarante

milles de forêt traversés par l'Intercolonial depuis St-Wenceslas à St-Apollinaire, il y a à peine quatre ou cinq ans ? Comme ailleurs la transformation s'opère rapide et vigoureuse, les villages se fondent, les maisons se bâtissent, les champs se couvrent de moissons là où s'étendait un domaine intangible, défendu qu'il était par l'âpre cupidité du marchand de bois.

Ainsi, cet homme a été tour à tour un pillard et un bienfaiteur, mais en fin de compte, lui-même a été vaincu le jour où le jeu des forces économiques a été plus fort que lui.

III

Colon et science agricole

Allons plus loin ! Et, au risque de heurter de front certaines opinions fondées sur le plus pur et le plus ardent patriotisme, nous n'hésitons pas à dire que nous sommes hostiles à toute idée de colonisation intensive, car il y aurait cruauté à diriger vers les bois, dans la situation actuelle de nos voies de transport, le meilleur de notre jeunesse.

Nous ne sommes pas prêts.

D'abord, comme on vient de le voir, le plus grand obstacle à la colonisation, c'est l'éloignement du marché et l'absence de communications faciles et rapides pour le commerce et les affaires. Il n'y a plus de terre disponible dans le voisinage des lignes de

chemins de fer. Dans ces conditions, inutile de songer à faire des établissements sérieux et prospères. Qu'on le veuille ou non, c'est là le point culminant de la question, on n'en sortira pas.

Et nous ne craignons pas d'ajouter, nos jeunes gens ne sont pas préparés à faire du déboisement profitable, ou au moins qui ne soit pas nuisible à d'autres intérêts. Ce n'est peut-être pas une raison majeure, cependant elle n'est pas à mépriser. Qu'on veuille bien se rappeler la campagne entreprise par Mgr Laflamme pour la conservation de nos forêts ! On sait qu'elle importance il attache à leur conservation. Elle lui paraît même supérieure à celle de l'agriculture, car celle-ci peut se renouveler, mais la forêt une fois disparue, il est presque impossible de la faire revivre. Et cependant, sans forêt, pas de bois de feu, ni de bois d'œuvre, et impossible d'assurer le régime des eaux.

La valeur du bois est peut-être moins méconnue aujourd'hui ; il y a progrès sous ce rapport, mais pas assez. On a vécu si longtemps

sous l'impression que l'arbre était un ennemi et la forêt une armée envahissante, que la réaction est bien difficile à faire. Hâtons-nous de faire l'éducation forestière de notre jeunesse, sinon se renouvellera partout la désolation des vieilles paroisses.

Mais voici une autre raison bien plus grave et qui nous permettra de toucher du doigt l'une des plaies dont souffrent l'agriculture et la colonisation. C'est que nous ne sommes pas préparés à faire fructifier ce sol si riche.

Le colon, jeune ou vieux, apporte avec lui les errements et l'ignorance de ses ancêtres en matière agricole, et les méthodes surannées en usage dans son canton. C'est souvent tout ce qu'il sait, et pour le mettre en pratique, il lui faut les larges espaces et l'énorme étendue du sol, dont le tiers ou la moitié pourrait suffire à ses besoins. Il lui faut travailler longtemps pour abattre les arbres, nettoyer le sol des souches, des pierres, et des broussailles qui poussent si rapidement ; et il demande à ce sol les mêmes moissons et de la

même manière qu'autrefois. Sans doute, dès les premières années, grâce à la cendre des bois brûlés, et l'humus accumulé depuis tant de siècles, il peut toujours vivre, mais dans dix ans, quand il devrait pouvoir vendre des produits riches, variés et nombreux pour subvenir aux besoins d'une famille qui grandit, il est encore dans la situation d'un homme qui fait toujours de la terre neuve, et qui mourra avant de jouir du fruit de son travail.

Cette perspective si peu encourageante est bien connue de ceux qui s'essaient à faire de la colonisation, car il s'en fait de la colonisation dans la Province de Québec, mais elle se fait sans entrain et sans enthousiasme. Ceux qui en font ne tardent pas à voir tomber ce beau feu devant de si maigres résultats ; beaucoup se découragent, et finissent par émigrer quand même. Quant aux autres ils font de la colonisation comme pis-aller, pour ne pas s'expatrier, la vie américaine n'ayant aucun charme pour eux.

C'est à ce genre de colonisation que nous devons les paroisses si pauvres et qui abondent

dans certaines parties de la province, à vingt ou trente milles des chars. Il y a dix, vingt, trente ans qu'elles sont ouvertes, et quand nous en parcourons les rangs, nous ne tardons à nous faire une idée des souffrances endurées là, grâce aux traces qui en sont restées, et qui disent bien haut que l'heure de l'aisance n'a pas encore sonné. En effet, il sont encore loin le confort et le bien être dans ces maisons au mince tuyau qui perce le toit, sans lambris ni doubles fenêtres, ni fausses portes en hiver. Et puis, quel isolement ! Loin des églises, et des écoles, et des voisins, le mari est absent, au bois pour gagner ; on n'a pas toujours pour sortir ni la voiture ni les vêtements nécessaires.

Et pourquoi cette apparence si pauvre, et cette pauvreté si réelle ?

Ce n'est pas le résultat de la paresse, le colon est actif et vaillant ; ce n'est pas le vice non plus, on ne boit pas ou très peu dans ces campagnes, et la conduite y est généralement bonne ; mais c'est la distance et l'éloignement du marché, et puis l'ignorance du cultivateur. Son mode de culture

n'est pas assez pratique, ni assez rationnel, ni assez payant. En un mot, il ne connaît pas les secrets de son métier.

« Spectacle, désolant, disait l'auteur de *Jean Rivard*, que celui d'un homme intelligent et courageux qui épuise sa vigueur sur un sol ingrat », mais combien plus désolant celui d'un homme intelligent et courageux qui épuise son intelligence et sa vigueur sur un sol riche et fertile, qu'il ne sait pas cultiver, parce qu'on ne le lui a pas enseigné. »

Alors, à quoi bon grossir le nombre de ces paroisses ? L'agriculture s'y trouve dans une souffrance extrême. Puis, le colon n'a plus qu'à se faire le serviteur du *lumberman* qui après avoir accaparé nos dépouilles s'enrichit encore des sueurs et du sang de notre travail, presque toujours rétribué par un salaire de famine.

« C'est là l'origine de cette classe d'hommes, moitié bûcherons, moitié agriculteurs, classe ignorante, sans ambition et souvent, malheureusement, sans fierté, habituée qu'elle était à courber l'échine devant le maître qui lui

servait sa maigre pitance. »¹

C'est bien vrai, mais peut-il en être autrement ? Le salaire est au moins assuré ; c'est beaucoup, pour une famille qui ne peut que difficilement compter sur la terre, car les produits de la ferme ne viennent, ni si tôt, ni si vite, et ne rapportent pas si sûrement. Et puis, n'oublions pas que le goût et l'habitude de la vie du bûcheron ne peuvent manquer de faire tomber l'arbre du côté qu'il penche.

¹ *Le Nationaliste*, 18 octobre 1908.

IV

Conclusion

Ce qui importe donc à l'heure actuelle, c'est une réforme radicale de notre agriculture. Il faut prêcher l'abandon des méthodes extensives qui demandent de larges espaces et beaucoup de main d'œuvre, pour leur substituer les méthodes intensives. Tout le monde y gagnera.

Mais c'est une révolution que vous proposez ? Non pas, mais simplement une évolution qui nous paraît relativement facile dans les circonstances présentes.

D'abord il n'est pas nécessaire de faire vite, pressés que nous pourrions être d'enrayer une émigration en masse. Il n'y en aura pas de sitôt comme dans le passé. De nouveaux débouchés se font en ce moment pour le surplus de la population. Les chemins de fer qui se

construisent vont absorber la masse des colons qui va s'abattre sur les belles terres qui s'ouvrent.

Le plus considérable, le Grand Tronc Pacifique, nous arrive de l'Ouest par l'Abitibi et le Saint-Maurice. Il y a là, dit-on, une immense étendue de terre des plus fertiles. Rendu à Québec il franchit le Saint-Laurent, s'élève sur les hauteurs de Lévis, jusqu'au milieu des comtés de Dorchester et de Bellechasse, et de là, à peu près à mi-chemin entre le fleuve et la frontière, se dirige vers les provinces maritimes, traversant une région, montagneuse il est vrai, mais bordée de belles paroisses agricoles privées jusqu'à ce jour de communications faciles.

Le Québec Central à son tour, prenant en écharpe le haut du comté de Beauce, pénètre dans Bellechasse et longe la frontière jusqu'au lac Témiscouata, ouvrant à la colonisation les superbes plateaux des Alléghanies.

Le pays traversé par ces deux voies nouvelles n'est que le prolongement des Cantons de l'Est, il en a le caractère topographique et climatérique, il en aura sans doute la prospérité.

Voilà de la terre. Si le marchand de bois y est déjà installé en maître, ce n'est pas pour longtemps, le chemin de fer ne tardera pas à venger le colon évincé ou tenu à distance.

Pendant que ces pays nouveaux absorberont une jeunesse nombreuse, on peut travailler à la réforme de l'agriculture, et préparer ainsi de la terre disponible pour le jour où les nouvelles colonies auront tout absorbé.

Mais voici une autre difficulté, c'est qu'il faut compter avec l'inertie des gens de campagne. Oh ! mais non. Nous n'en croyons rien, le cultivateur canadien ne sera pas un obstacle à la réforme, au contraire. Il est vrai qu'à la campagne on n'aime pas beaucoup la nouveauté, que l'évolution y est toujours très lente et très prudente. Et, c'est très bien cela, c'est une base solide pour fonder des choses durables. Mais, d'un autre côté, le cultivateur canadien est un homme avisé, il a l'œil ouvert, et quand il voit son intérêt dans une affaire il n'hésite pas. Nous l'avons bien vu dans l'établissement de l'industrie laitière. Avec quelle rapidité elle a

pénétré partout le jour où ses avantages ont été connus !

C'est que notre cultivateur a quelque chose du paysan français et du normand. Barrès disait de nous l'autre jour : « La plupart prennent leur souche dans notre réaliste Normandie et dans le raisonnable Poitou. L'homme de Normandie apportait au Nouveau Monde une robuste volonté de vivre, sa ténacité, sa discipline, son esprit des affaires supérieur, m'assure-t-on, à celui des anglais et des yankees. »¹

Du reste, personne n'est plus évolutionniste que l'homme des champs. « C'est un perpétuel novateur, disait le vicomte d'Avenel, sans cesse dérangé dans ses calculs par des événements qu'il n'a pu prévoir et forcé sans cesse d'imaginer de nouveaux plans.

« Chez nous cet état de choses est aussi ancien que notre civilisation et il ne finira qu'avec elle. En Amérique il commence. Comme les transformations agraires se font à petit bruit, par petits coups, on a peine à retrouver la trace d'une

¹ *Le Gaulois*, Paris, 12 décembre 1908.

forêt abolie, ou d'un carré de bruyère remplacé par un carré de choux ; mais le passé rural est plein de changements de culture d'une même terre à travers les âges et les vicissitudes causées par des concurrences nouvelles. Les partis successifs que l'agriculture a su tirer du sol français, l'emploi qu'elle en a fait depuis des siècles ont été des plus variables.

« Elle a déboisé et ensuite reboisé, creusé des étangs pour les dessécher ensuite, substitué des céréales au pâturages, puis la vigne au céréales, puis les prairies à la vigne ou les cultures industrielles à la prairie. Le tout sous mille influences économiques, politiques ou fiscales. Et l'avenir nous réserve à coup sûr d'autres avatars dont nous n'avons pas la moindre idée encore, de ces mottes de terre dont on a fait jusqu'ici du pain, des bûches, des gigots, de l'huile, de la soie, du papier, du sucre : dont on a fait tant de choses qu'on ne fait plus, du moins au même endroit, dont on a déjà fait tant de choses qu'on ne faisait pas il y a deux, quatre cents ans. »¹

¹ Vicomte d'Avenel, *Les États-Unis*, ch. 1.

Évidemment pour « enfanter ainsi, parfois dans la douleur, mais sous l'aiguillon de la nécessité des inventions nouvelles », il faut un travail d'initiation très fort et très énergique, en même temps qu'une souplesse, un empressement et une ambition plus qu'ordinaires. Mais nous avons confiance dans notre vigoureuse et intelligente race de cultivateurs.

L'auteur de *Jean Rivard* écrivait autrefois : « Quant à la connaissance de son art, c'est-à-dire la science agricole, je voudrais qu'elle lui fut aussi familière que les connaissances légales le sont à l'avocat et la médecine aux médecins. On pourrait dire que c'est un rêve que je fais là. Quelque chose me dit pourtant que ce n'est pas chose impossible. On peut dire à l'heure qu'il est, que la grande moitié de nos cultivateurs canadiens, pourraient, s'ils avaient reçu l'instruction élémentaire nécessaire, consacrer deux, trois et quatre heures par jour à lire, à écrire, à calculer, étudier ; aucune classe n'a plus de loisir, surtout durant nos longs mois d'hiver. »

Cette page a été écrite il y a près de cinquante

ans. Depuis une partie du rêve de l'auteur s'est réalisé, l'instruction primaire a pénétré partout ; et on peut affirmer qu'il existe dans la population agricole de nos vieilles paroisses une culture intellectuelle assez générale, et suffisante pour réaliser la seconde partie.

C'est une terre admirablement préparée, elle s'offre d'elle-même et attend la semence qu'une main énergique et habile voudra bien lui confier.

*

La tâche ne paraît pas indigne d'un ministre de l'Agriculture qui aurait la taille d'un homme d'état. La Providence en donne parfois qui ont la taille voulue. Quel bienfait pour notre peuple ! Ce serait reprendre, je ne dis pas les traditions, il n'y en a pas, mais l'œuvre commencée jadis par l'Intendant Talon, l'un de nos rares hommes d'état qui aient jamais fait quelque chose de positif pour le Canada français. Il ne dédaignait pas, lui, de s'occuper d'agriculture, et avec quel

esprit pratique et quel sens économique !

Il voyait à tout. Pendant qu'il donnait la terre à l'un, à l'autre il indiquait les cultures les plus appropriées au pays ; il favorisait l'établissement d'industries locales et préparait déjà les voies au commerce d'exportation. Aucun des besoins de la jeune colonie n'échappait à sa vigilante attention. On voyait qu'il était l'héritier de Champlain, et qu'il travaillait, lui aussi, à la fondation d'un grand empire.

Hélas ! il n'eut pas de successeurs.

Il serait plus temps que jamais de reprendre son œuvre. Les conditions nous paraissent favorables. Il semble aussi qu'il y ait comme un désir latent, et presque impatient, de voir enfin se poser les bases économiques de notre destinée. Puissent-ils venir bientôt ceux-là que la Providence destine à cette œuvre !

Les nôtres cesseront alors de battre tous les sentiers d'Amérique et de voyager sur tous ses fleuves pour se fixer enfin, se masser autour du noyau qui enserme le Saint-Laurent, le rendre plus compacte et plus fort pour opposer plus de

résistance à l'envahissement anglo-saxon.

Et ce sera possible le jour où le cultivateur comprendra qu'il dépend de lui, que deux ou trois familles canadiennes-françaises vivent là où une seule a végété jusqu'aujourd'hui.

Fr. Th. Couët, O. P.

Québec, 15 février 1909.

Cet ouvrage est le 232^e publié
dans la collection *Littérature québécoise*
par la Bibliothèque électronique du Québec.

La Bibliothèque électronique du Québec
est la propriété exclusive de
Jean-Yves Dupuis.